

Journée de l'industrie Swissmem du 24 juin 2021, Palazzo dei Congressi, Lugano

Exposé de Martin Hirzel

« Le libre-échange - moteur de prospérité et de durabilité »

Mesdames et Messieurs les Conseillers aux États, Conseillers nationaux et Conseillers d'État,

Honorable Ambassadors and Excellencies,

Chers entrepreneurs,

Cari signore e signori

J'ai trois bonnes raisons de me réjouir de vous accueillir aujourd'hui :

- Tout d'abord, je suis ravi de m'adresser à vous à la Journée de l'industrie pour la première fois en tant que président de Swissmem. Un événement qui est suivi bien au-delà de notre branche.
- Deuxièmement, je suis ravi que ce merveilleux événement puisse finalement avoir lieu cette année. Nous remercions le canton du Tessin et la ville de Lugano pour leur confiance. J'aimerais également remercier l'équipe d'organisation de Swissmem, qui a fait un travail incroyable ces dernières semaines pour rendre possible la Journée de l'industrie d'aujourd'hui.
- Et enfin, je me réjouis que nous puissions donner une tribune au thème du libre-échange. L'internationalité est un sujet qui me suit comme un fil rouge tout au long de ma carrière professionnelle. Par conséquent, ce thème me tient à cœur.

Pourquoi la question du libre-échange ? C'est une profonde inquiétude qui nous a poussés vers ce choix. Cette inquiétude ne concerne pas seulement l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux. Elle concerne toute la Suisse et finalement le monde entier, qui est confronté à d'importants défis politiques, économiques et écologiques. La manifestation d'aujourd'hui ne va pas changer le monde. Mais nous voulons souligner certains aspects et liens qui sont souvent oubliés dans le travail quotidien.

Pour commencer, permettez-moi de faire un bref retour en arrière. Après la Seconde Guerre mondiale, toujours plus de pays ont commencé à supprimer leurs obstacles au commerce. Parallèlement, ils ont élaboré des règles pour un commerce plus simple et libre de conflits. Les nations misent de plus en plus sur la coopération et évitent la confrontation. Le début des années 1990 a mis fin à la « guerre froide ». Les progrès en matière de logistique, au niveau des technologies de l'information et de la communication, ainsi que le développement du libre-échange, ont considérablement facilité l'échange international de marchandises. Les entreprises ont étendu leurs chaînes de valeur au-delà des frontières nationales, dans des pays moins développés. Cela a permis d'augmenter fortement la productivité et les revenus. En 2019, le PIB mondial par personne était 14 fois plus élevé qu'en 1970, l'année de ma naissance. Cela a profité non seulement aux pays industrialisés, mais aussi, dans une large mesure, aux pays moins développés. Le « World Development Report » 2020 de la Banque mondiale le confirme. Depuis 1990, la pauvreté absolue dans le monde a été réduite de deux tiers ! Mesdames et Messieurs, concrètement, cela signifie que plus d'un milliard de personnes ont échappé à la pauvreté absolue. Des classes moyennes ont pour la première fois vu le jour à de nombreux endroits. J'ai constaté ce phénomène personnellement lors de mes séjours de plusieurs années en Chine et au Brésil. Du point de vue géopolitique et économique, nous vivons dans le meilleur des mondes jusqu'à il y a quelques années.

Malheureusement, cet élan positif s'est essouffé au cours des 15 dernières années. Les conflits commerciaux et le protectionnisme croissant ont freiné l'expansion de la mondialisation. Le protectionnisme, en particulier, dissimule un potentiel de danger considérable. À l'échelle nationale, le protectionnisme n'est rien d'autre que la protection, pour des raisons politiques, d'un groupe de producteurs au détriment de la grande majorité. Cela est coûteux et crée des inégalités. Toutefois, les conséquences à l'échelle internationale sont bien plus inquiétantes. Le protectionnisme ouvre de nouvelles brèches entre les nations. Des tranchées qui risquent bien de provoquer de graves conflits. S'ajoute à cela que la paralysie de l'OMC complique l'application des règles du commerce international par les tribunaux. Cela augmente le risque d'une discrimination politico-militaire des États au niveau du commerce. Ce point désavantage en particulier les petits États tels que la Suisse qui ne disposent pas de moyens politico-militaires.

Finalement, ces évolutions remettent en question les gains en prospérité des dernières décennies. La pandémie de Covid nous a montré à quel point ce danger est réel. La fermeture des frontières a particulièrement touché les économies moins performantes l'année dernière. La pauvreté augmente à nouveau dans les pays qui ont été déconnectés des chaînes d'approvisionnement mondiales. La Colombie ou le Bangladesh en sont des exemples tragiques.

L'importance du libre-échange pour l'industrie MEM

La question qui se pose à nous aujourd'hui est de savoir ce que cette évolution signifie pour la Suisse et son industrie. Avec d'autres petits pays à économie libérale, la Suisse est l'un des principaux bénéficiaires du libre-échange et de la mondialisation. Aujourd'hui, la Suisse génère un franc sur deux à l'étranger. Ce constat souligne de manière impressionnante la manière dont la Suisse est imbriquée à l'échelle internationale. Pour l'industrie MEM suisse, l'importance du commerce d'exportation est encore plus prononcée. Elle exporte 80% de ses marchandises et prestations de services. À l'inverse, cela signifie que le marché national est tout simplement trop petit pour assurer la pérennité des entreprises industrielles et de leurs quelque 313 000 collaborateurs. La seule façon de préserver la place industrielle suisse, et par conséquent les emplois qui y sont liés, est de faire en sorte qu'elle reste compétitive sur les marchés mondiaux. Pour cela, nous avons besoin d'un bon accès aux marchés mondiaux importateurs et d'approvisionnement.

Le libre-échange est donc crucial pour la Suisse, notamment pour l'industrie ! Les accords de libre-échange représentent la pierre angulaire. Ces accords facilitent les opérations d'importation et d'exportation, principalement en éliminant les taxes douanières. De plus, les accords de libre-échange modernes incluent des dispositions sur les obstacles au commerce non tarifaires, sur les investissements directs et sur la protection de la propriété intellectuelle. Tous ces éléments renforcent la compétitivité des produits suisses sur les marchés cibles. Ils permettent aussi de réduire les coûts d'approvisionnement liés aux prestations anticipées.

Plusieurs études prouvent que les accords de libre-échange ont un impact positif sur l'industrie MEM suisse. Le présent graphique provient d'une étude réalisée par BAK Economics à la demande de Swissmem. Il montre que dans les quatre années qui ont suivi l'entrée en vigueur des accords de libre-échange, les exportations MEM suisses ont en moyenne augmenté plus fortement que pendant les quatre années précédant la conclusion des accords. Concrètement, elles augmentent de façon cumulée de 19% au cours des quatre premières années après la conclusion des accords. C'est impressionnant.

Potentiels à exploiter

La Suisse n'exploite de loin pas le potentiel de nouveaux accords de libre-échange. Environ 80% du volume du marché mondial accessible à l'industrie MEM suisse se situe en dehors de la zone UE/AELE.

Seule la moitié environ est couverte par des accords de libre-échange. Les prévisions à long terme montrent que la croissance du PIB et des investissements dans les pays avec lesquels la Suisse n'a pas encore conclu d'accord de libre-échange sera bien supérieure à la moyenne mondiale. L'Asie du Sud-Est, l'Inde et les États-Unis offrent le plus grand potentiel de croissance. Grâce à l'approbation du souverain, l'accord de libre-échange avec l'Indonésie est désormais signé et scellé. Il s'agit d'un premier pas important vers une meilleure exploitation de ce marché d'avenir prometteur. Mercosur est un autre accord de libre-échange à traiter. Les négociations avec l'Inde et d'autres États d'Asie du Sud-Est ne sont pas encore achevées. À cet égard, un effort particulier doit être fait par la Confédération pour entamer des nouvelles négociations le plus rapidement possible. En outre, il faut tout faire pour que les nouvelles négociations avec les États-Unis puissent reprendre. Swissmem soutiendra activement la Confédération dans ses démarches.

La dimension de la durabilité

Voilà ce que j'avais à dire à propos de l'aspect économique. Mais le libre-échange a aussi une autre dimension qui me tient personnellement à cœur. Ce n'est pas par hasard que la Journée de l'industrie d'aujourd'hui est également consacrée à la « prospérité et à la durabilité ». Il ne fait aucun doute que la volonté de freiner le changement climatique constitue le défi majeur des prochaines décennies. Lorsqu'aujourd'hui il est question de libre-échange, il ne suffit pas de se concentrer uniquement sur les aspects économiques. La question est de savoir quelle contribution le libre-échange et l'industrie peuvent-ils apporter au développement durable dans le monde.

Il est clair que la lutte contre le changement climatique passe par une réduction massive des émissions de CO₂. Une possibilité est de diminuer notre consommation. Cependant, réduire la consommation mène directement à la récession. En période de récession, ce sont les plus vulnérables qui sont le plus touchés. Nous risquerions alors de vivre des luttes sociales et de distribution dans de nombreuses régions. Je ne pense pas que ceci favorise un comportement respectueux du climat. En outre, nous n'aurions plus suffisamment de moyens pour investir dans la protection du climat, l'éducation et l'emploi.

Une autre possibilité consiste à encourager l'innovation de technologies respectueuses du climat qui remplacent les combustibles fossiles et réduisent les émissions de CO₂. C'est là que l'industrie MEM entre en jeu. Après tout, c'est l'industrie qui développe les carburants synthétiques. C'est l'industrie qui produit les nouvelles solutions pour la mobilité. C'est l'industrie qui produit des systèmes écologiques et efficaces en matière d'énergie pour les infrastructures urbaines. Et c'est encore l'industrie qui crée des solutions neutres sur le plan climatique pour la production, le transport et le stockage de l'énergie. Cette liste pourrait être étendue indéfiniment. Et le fait que de nombreuses entreprises industrielles suisses sont des leaders mondiaux dans ces secteurs, est la cerise sur le gâteau. En exportant de nouvelles technologies respectueuses du climat, l'industrie suisse représente un levier considérable à l'échelle globale lorsqu'il est question de réduire les émissions de CO₂.

Cependant, cette voie exige que les conflits commerciaux soient désamorçés et que l'esprit protectionniste soit éloigné. Il faut une renaissance du libre-échange. Seul le libre-échange permettra une concurrence mondiale dans laquelle les technologies les plus efficaces et efficientes dans la lutte contre le changement climatique pourront s'imposer. Le libre-échange diminue aussi les coûts liés aux transactions, ce qui permet notamment aux pays émergents et en voie de développement de se procurer des technologies de pointe en Suisse à moindre coût.

Je suis convaincu que seule la voie de l'innovation peut garantir un développement durable. Elle dresse des perspectives de développement économique, écologique et social. D'ailleurs, cette approche permet non seulement de lutter contre le changement climatique, mais également de poursuivre de ma-

nière cohérente les objectifs de « lutte contre la pauvreté » et de « prospérité pour tous ». Pour le résumer dans une phrase, le message que je vous adresse aujourd'hui est le suivant : l'innovation dresse des perspectives d'avenir et le libre-échange est le moteur de la prospérité et de la stabilité.

Vi ringrazio per la vostra attenzione e vi auguro un' interessante Giornata dell'industria.